

## UN SYNDICALISME QUI AGIT POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ

### FACE À L'EXTRÊME DROITE

La profonde satisfaction de juillet dernier d'avoir contribué à empêcher l'extrême droite d'arriver au pouvoir et de porter en tête des législatives une gauche unie sur un programme de rupture s'étiole quelque peu à l'approche du congrès de la FSU.

Plusieurs raisons y concourent et principalement la négation de ce résultat électoral par le pouvoir présidentiel, appuyé largement par le Medef. Ce déni a débouché sur un gouvernement du « bloc central » néolibéral dépendant de la « bienveillance » de l'extrême droite. Ce gouvernement en reprend ainsi pour partie les idées, notamment sur l'immigration, alors que nombre de ses député-es ont été élu-es suite au « front démocratique » et à l'intense mobilisation populaire face au RN. Jusqu'où pourraient s'étendre ces collusions de « l'alliance » objective des droites ?

Dans ce contexte instable, et malgré cet étiolement, consolider la capacité du syndicalisme à peser sur le champ politique est un enjeu incontournable du congrès fédéral afin de prolonger la puissante dynamique populaire construite lors de la dernière mobilisation retraites, toujours vivace dans les têtes, ou durant cette séquence ouverte par la dissolution. La course de vitesse engagée avec l'extrême-droite bat toujours son plein.

En effet, si la menace de son arrivée au pouvoir a été repoussée temporairement en juillet, elle sera très rapidement de retour avec de possibles législatives anticipées dès l'été prochain et une présidentielle prévue dans moins de trois ans. D'où l'importance pour le syndicalisme, avec la place particulière de la FSU au sein de l'éducation, d'amplifier avec nos partenaires syndicaux et associatifs le travail de déconstruction et de conviction

pour faire baisser sensiblement le potentiel électoral de l'extrême droite au cours des prochains mois. Ce travail serait grandement facilité par un foisonnement de mobilisations, notamment syndicales, mais également par le maintien de la possibilité d'une rupture politique ouvrant d'autres perspectives sociales et climatiques à brève échéance. L'espoir de juillet ne doit pas retomber.

### ORGANISER LES MOBILISATIONS

Une double besogne assez classique pour le syndicalisme et totalement indispensable.

La construction de mobilisations pour imposer ses exigences, qu'elles soient salariales, de conditions de départ en retraite ou de financement des services publics face à la super austérité, permettra également de poursuivre le travail de conviction de la nécessité de ruptures franches avec les politiques néolibérales

menées inlassablement depuis des dizaines d'années. Des mobilisations allant de pair avec la volonté d'œuvrer à regrouper les organisations syndicales, associatives et politiques dans des cadres souples pour faire vivre, au niveau local comme national, un nouveau front syndical et populaire.

Le syndicalisme, et particulièrement celui de transformation sociale, peut ainsi contribuer à maintenir la dynamique unitaire de rupture, permettant de renforcer la gauche en même temps que le mouvement social et empêcher ainsi l'accession au pouvoir de l'extrême droite. Le congrès de la FSU permettra de poursuivre ce double travail syndical à quelques mois d'une probable nouvelle campagne électorale alors même que le syndicalisme de lutte et de transformation sociale ouvrira de nouvelles perspectives. ■





## THÈME 1



### POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE

Le **THÈME 1** du congrès s'intitule « Éducation, formation, recherche et culture : le service public, ses personnels et leurs métiers pour l'émancipation de toutes et tous ». Il définit donc la conception que la FSU porte pour l'école et l'éducation au sens large. Il est composé d'un préambule et de quatre parties suivies de quatre zooms : « le « Choc des savoirs », une mobilisation d'ampleur face à une réforme systémique, Défendre l'autonomie professionnelle », « les libertés pédagogiques et les libertés académiques », « promouvoir les pratiques démocratiques des élèves et des étudiant·es » « école et écologie ».

#### Face à l'école du tri social, urgence à démocratiser

Un des enjeux actuels du système éducatif est sa démocratisation. Tandis que le niveau de formation des jeunes ne cesse de progresser, le système reste très inégalitaire et les enfants des classes populaires, les jeunes racisés, les filles et les jeunes en situation de handicap restent nettement défavorisés dans leurs apprentissages et leurs parcours. Pire encore, depuis le bref passage de G. Attal au ministère de l'Éducation nationale, l'objectif de démocratisation n'est même plus systématiquement affiché et le retour des obstacles au droit à l'école est annoncé. Le vrai bac -3 / bac+3, celui qui cantonne les classes populaires au collège et permet aux autres d'accéder aux études supérieures, devient explicitement la visée des gouvernements néolibéraux. Face à cela, la FSU doit consolider ses mandats pour une réelle égalité des droits et des situations de toutes et tous.

Les différentes phases d'écriture du thème 1, auxquelles l'Ée a contribué, ont permis de résoudre progressivement, en cherchant les meilleures synthèses possibles, un certain nombre de désaccords entre les tendances et/ou les SN. Il reste néanmoins plusieurs points devant, pour l'Ée, faire l'objet de débats de fond dans les congrès.

C'est le cas pour la caractérisation de ce qui fait les inégalités scolaires, que nous considérons comme faisant système, articulant domination de classe, de race et de genre, et se déployant tant dans les structures que dans les pratiques pédagogiques. Pour l'EE, il est important de ne pas minimiser l'enjeu pédagogique dans le maintien des inégalités, et nous nous inquiétons du refus qui nous a été opposé de mentionner explicitement les inégalités ethnoraciales ou le caractère raciste du fonctionnement du système éducatif aujourd'hui.

Sur le lycée, l'idée d'une seconde devant être la plus commune possible fait un large accord, en revanche, il n'a pas été possible d'avancer sur la construction d'un lycée véritablement commun, en dépassant les actuelles « trois voies » de formation, ni de fixer le lycée unique et polyvalent comme horizon souhaitable. Cela s'articule

évidemment avec la conception de l'accès aux études supérieures : alors que la concurrence dans les études accroît les inégalités, la contribution des classes préparatoires (CPGE) et des autres filières élitistes (prépa intégrée, doubles licences dans certaines universités, etc.) aux inégalités dans le supérieur ne fait pas accord.

#### Recruter et former des conceptrices-eurs des métiers

Sur le recrutement et la formation des enseignant·es, l'accord sur la caractérisation des risques de la réforme annoncée (mais repoussée) a été difficile à trouver. Pour l'Ée, qui défend le recrutement à la licence suivie d'une formation de master rémunérée, les risques sont principalement liés à la désuniversitarisation de la formation et à la volonté de « former » des enseignant·es aux ordres et tout juste à même d'appliquer des recettes pédagogiques venues d'en haut. Nous défendons également un réel non décrochage entre premier et second degré, c'est-à-dire un niveau de recrutement, une architecture et une institution de formation communs.

Les mandats sur la concurrence entre école publique et privée, y compris dans le supérieur, n'ont pas fait l'objet d'un réexamen pour l'écriture de ce nouveau thème. Mais l'aggravation de cette concurrence et ses effets délétères pour toutes les jeunes du pays renforcent la nécessité de défendre le mandat d'une seule école, l'école publique (voir à ce sujet le dossier de la revue n° 109) donc de nationalisation de l'école privée.

#### Mobiliser pour l'école

Par ailleurs, la mobilisation menée l'année passée contre le choc des savoirs a fait l'objet d'un zoom spécifique. La caractérisation du sens inégalitaire des mesures du choc des savoirs et de la mise sous tutelle des métiers de l'enseignement à laquelle elles procèdent n'a pas posé de problème. Reste le fait que les mobilisations, si elles ont été plus fortes dans le secondaire et dans certains départements, ne se sont pas suffisamment étendues permettant le retrait de l'ensemble des mesures. L'un des enjeux des congrès sera de faire le point sur ce qui a marché ou qui a été difficile dans la mobilisation, pour permettre d'amplifier le répertoire militant en mesure de répondre à des attaques à forte composante idéologique concernant l'ensemble des étages du service public d'éducation. ■

## THÈME 2



### FACE À L'EXTRÊME DROITE ET AU LI DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS

Le **THÈME 2** porte sur les services publics et la Fonction publique. L'introduction insiste sur le lien entre disparition des services publics de proximité et augmentation du vote RN, ainsi que sur la nécessité de renforcer les services publics et le statut de ses agent·es, pour lutter contre la montée de l'extrême-droite, à rebours des politiques menées par les gouvernements Macron successifs. Cela passe, en particulier, mais pas seulement, par des politiques budgétaires profondément revues pour plus de justice fiscale et de moyens pour les services publics.

#### Les services publics

Il n'y a malheureusement pas eu de changements majeurs dans les politiques en matière de services publics depuis le congrès de Metz, dont les analyses et mandats sont donc réaffirmés, sans les reprendre tous. Le texte pointe la dégradation qui s'est poursuivie et s'attache cette fois à remettre en avant les vertus et le caractère irremplaçable du service public, en les illustrant par quelques exemples issus des champs de syndicalisation de la FSU. Le rôle majeur des services publics dans la prévention du changement climatique et dans

l'adaptation socialement juste à ses effets est mis en évidence. Cela justifie la demande forte de services publics qui émane de la population et la nécessité du statut des agents publics, garants de l'intérêt général. Les besoins en matière de nouveaux services publics et les revendications de la FSU à ce sujet sont également réaffirmés. Les attaques contre les services publics sont analysées sous le prisme des attaques financières et de la mise en concurrence, amenant à des logiques comptables et managériales au détriment de la satisfaction des besoins de la population. Le texte réaffirme la nécessité de luttes larges pour réhabiliter les services publics et en obtenir de nouveaux. Les questions posées aux congrès départementaux concernent la nature, les cadres et la forme des luttes à mener, pour les services publics et la justice fiscale, indispensable pour un financement des services publics à la hauteur des besoins.



## THÈME 3



# DÉVELOPPER NOS ANALYSES POUR CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES ET POUR AGIR

Le **THÈME 3** permet d'approfondir les critiques d'un système capitaliste qui, guidé par la recherche éfrénée du profit, charrie catastrophes écologiques, guerres, violences sociales et discriminations. Il s'agit pour la FSU de porter son projet de transformation sociale et d'actualiser ses alternatives éco-sociales, solidaires et émancipatrices.

### Écologie et inégalités : l'exigence de politiques de rupture

Les rapports alarmants sur le dérèglement climatique s'accumulent et les décisions politiques sont indigentes. Les dérèglements environnementaux exigent de conjuguer écologie, rupture avec le productivisme capitaliste, lutte contre les inégalités et solidarité internationale. Le thème 3 permet de poursuivre le travail entamé depuis plusieurs congrès pour articuler ces enjeux. Au congrès de Rennes, sans reprendre les mandats précédents, le choix a été fait de mettre l'accent sur la place des travailleurs-euses et les enjeux de démocratie au travail pour construire la rupture écologique et sociale. Le syndicalisme doit se battre pour l'instauration d'un réel pouvoir décisionnel des salarié-es sur la nature de la production et les conditions de celle-ci.

### Un monde en guerre : renouer avec l'internationalisme

Depuis notre dernier congrès nous sommes face à la multiplication de guerres et des crimes de masse. Que ce soit en Palestine ou en Ukraine, les logiques guerrières, néo-coloniales, oppressives se déploient. Les combats appellent à tisser des solidarités internationalistes plus fortes, alors que le droit international est piétiné par les grandes puissances et que les mouvements sociaux, dont notre syndicalisme, peinent à se saisir des enjeux internationaux.

Rompre avec l'exploitation et toutes les oppressions, les discriminations, mais aussi avec les dominations impérialistes est un objectif du combat syndical.

### Face aux autoritarismes et à l'extrême droite, l'égalité et la solidarité

La séquence ouverte en 2002 et la présence du FN au second tour des élections pourrait se conclure en 2027 par l'accession du RN au pouvoir. Le libéralisme autoritaire a nourri de façon continue l'extrême-droite. Toutes les restrictions des droits sociaux et démocratiques en cours sont une conséquence inévitable de la sécession des plus riches. Le racisme et le sexisme font parties intégrantes des systèmes de domination, armes d'un libéralisme qui

préfèrera toujours s'accommoder des hypothèses fascistes que de remettre en cause ses logiques de profits confisqués et de pouvoir. Il s'agit donc pour la FSU de s'engager résolument dans les luttes contre les discriminations, le sexisme (plus que le sexisme le patriarcat), les violences policières, les racismes, l'islamophobie, l'antisémitisme... pour l'égalité des droits, les libertés publiques.

Pour l'ÉÉ, la FSU doit le faire sans réticences, ni crispations, en analysant et en caractérisant les phénomènes, en s'appuyant sur les sciences sociales pour les nommer, et en créant les ponts nécessaires pour construire les luttes avec les premier-es concerné-es.

Les droits des femmes sont attaqués partout dans le monde par la montée des extrêmes droites et des idées conservatrices et réactionnaires.

En France, alors que la prise de conscience des discriminations et des violences sexistes et sexuelles existe, il n'y a aucune volonté de la part des gouvernant-es de remettre en cause le système de domination patriarcal qui les génère. À la FSU d'intégrer les revendications féministes dans son activité syndicale au quotidien et dans toutes les mobilisations pour faire avancer les droits pour toutes et tous et de se donner les moyens pour construire la grève féministe.

Sur l'ensemble de ces questions, il est nécessaire de dialoguer et d'agir dans les cadres larges et sans a priori avec les mouvements climat, féministes, antiracistes, antifascistes y compris ceux qui émergent, et en utilisant de nouvelles formes d'action.

La FSU doit se doter de mandats offensifs qui dégagent les pistes de rupture avec ce système tant au plan écologique, économique, social que sur les questions de droits et libertés, en France et à l'international. Des mandats tournés vers l'action pour construire activement les mobilisations sur tous ces fronts. ■

## LIBÉRALISME ET LA FONCTION PUBLIQUE

### Défendre les personnels, défendre le statut, défendre et organiser les précaires

Le texte balaye l'ensemble des droits des personnels.

Les attaques contre le statut des fonctionnaires sont une constante des différents gouvernements Macron, après la loi de la transformation de la Fonction publique, un projet de loi Guérini, au-jour d'hui, enterré, aurait entraîné une forte déstructuration de la Fonction publique. L'actuel ministre veut lui aussi mettre son coup de pioche au statut, il faudra amender les textes en fonction des annonces à venir.

Cette situation a motivé la mise en avant dans les textes de l'importance du statut de fonctionnaires et la volonté de le défendre face à une contractualisation accrue.

Cette revendication est juste, et ne fait pas débat au sein de la FSU. Pour l'ÉÉ, il faudra cependant être vigilant-es à ce que cette primauté donnée aux fonctionnaires ne fasse pas des contractuel-les, des agent-es de seconde zone avec des droits au rabais, à rebours de l'évolution de nos mandats ces dernières années.

Par ailleurs, toutes les thématiques habituelles sont traitées :

► Sans trop de changement : les salaires, le déroulement de carrière, la formation, les retraites. Notons que des propositions de revoir à la hausse la revendication des 70 points d'indice supplémentaires pour toutes les agent-es seront soumises aux débats suite aux mandaterments de certains SN. Cela semble justifié dans la mesure où la hausse uniforme est une forme d'augmentation équivalente pour toutes.

► Avec des avancées pour les AESH et l'égalité professionnelle.

► Sont aussi traitées : les conditions de travail impactées par une flexibilité managériale accrue (télétravail, réduction des espaces de travail, semaine, en quatre jours, 1607 heures...) et plus largement que précédemment les questions de santé et les droits sociaux. ■



# THÈME 4



## L'AVENIR DU SYNDICALISME : UN CHANTIER PLUS QUE NÉCESSAIRE

### Un syndicalisme à refonder

L'avenir du syndicalisme, traité dans le thème 4 est pensé dans le rapport de force qu'il faut construire face au néolibéralisme et à l'extrême droite.

Depuis le dernier congrès (Metz, 2022), la perspective de construction d'un nouvel outil syndical a, à la fois, beaucoup progressé dans sa concrétisation mais aussi beaucoup évolué dans sa conceptualisation. Ce congrès doit permettre de continuer à avancer en étant particulièrement au clair sur ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas.

Pour construire un nouvel outil syndical avec la CGT et Solidaires, sans exclusive, tel que la FSU le porte, il faut déjà que les différentes organisations soient d'accord pour le faire mais il faut aussi que la volonté politique d'une FSU unitaire dans ses relations avec toutes les organisations de lutte et de transformation sociale soit sans faille.

Depuis Metz, ce processus a rencontré certaines difficultés. Tout d'abord, le congrès 2023 de la CGT a rejeté un rapprochement, évoqué dans ses textes préparatoires, avec FSU et Solidaires. Ensuite, le congrès 2024 de Solidaires n'a pas retenu l'hypothèse et la main tendue de la FSU. Mais, malgré cela, la FSU a engagé un travail unitaire avec la CGT, à l'initiative de cette dernière. CGT et FSU ont multiplié les rencontres, ont construit du matériel commun, ont œuvré à ce que les équipes locales commencent à se rencontrer de façon un peu plus systématique pour avancer vers une refondation du syndicalisme. La perspective d'« une maison commune du syndicalisme de transformation sociale » proposée à la validation de ce congrès fédéral en serait une première étape. Cependant, ce travail ne peut pas se résumer à un duo FSU – CGT mais doit bien pouvoir s'ouvrir à Solidaires entre autres.

La FSU, et toute la FSU dans les différents champs de son syndicalisme, dans son fonctionnement démocratique et pluraliste, ne doit pas perdre ses caractéristiques propres ni son originalité dans quelque chose qui s'apparenterait à une fusion avec la CGT, encore moins à une vente à la découpe. Au contraire, elle se doit d'inventer les formes d'une refondation du syndicalisme du XXI<sup>e</sup> siècle liant questions sociales et écologiques, lutte des salarié·es, droits des femmes et lutte contre le racisme sur les lieux de travail, mais aussi repensant un projet de société émancipateur. Une refondation dynamique s'adressant à l'ensemble des salarié·es pour dépasser la simple addition de forces syndicales existantes.

### Le syndicalisme, c'est politique

Le thème 4 tente également de dégager des pistes dans le rapport au politique. La FSU a une histoire faite d'interventions sur les sujets politiques pour porter ses revendications sur les services publics, la lutte contre les inégalités ou la rupture écologique. Mais les élections législatives du printemps dernier ont bousculé sa façon d'agir. Non seulement la FSU a appelé, comme d'autres, à battre l'extrême droite, mais elle a aussi appelé à voter pour les candidat·es portant le programme du Nouveau Front Populaire, comme la CGT.

Cette irruption dans le champ politique peut questionner. Pour l'École Émancipée, face au danger de l'extrême droite et aux politiques libérales qui en sont le terreau, il y a une urgence à ouvrir des perspectives aux luttes sociales. C'est pourquoi, il s'agit d'œuvrer à maintenir la dynamique unitaire avec le mouvement social assumant totalement la nécessité d'une politique de rupture avec le néolibéralisme. Il s'agit donc œuvrer, en toute indépendance, à solidifier la dynamique de juin en créant par exemple un Front Populaire et Social sur le terrain et localement, en multipliant les initiatives de rencontre des organisations syndicales avec la gauche politique.

### La FSU, à l'offensive sur les questions de féminisme, de formation et d'antiracisme

Le thème 4 dans sa deuxième partie profile la FSU pour être un outil adapté aux luttes et avoir un fonctionnement le plus proche possible des aspirations féministes, antiracistes, écologiques et inclusives. Pour cela, elle avance dans la structuration d'un fonctionnement local, dans la formalisation de la cellule luttant contre les VSS, dans un fonctionnement défendant la synthèse exigeante autour du trépied de la vie fédérale (les sections départementales, les syndicats nationaux et les tendances). Elle va devoir réfléchir à se réinventer autour de ce trépied fédéral pour gérer les tensions, voire les conflits, en son sein, en rendant le fonctionnement encore plus lisible.

Enfin sa structuration devrait permettre de mieux trouver de la place à toutes les militant·es de la vie fédérale, actives ou retraité·es, pour enrichir encore les priorités sociales et écologiques autour des alternatives écologiques d'une part et de la défense des différents champs de la sécurité sociale d'autre part. Cela passe avant tout par le renforcement des équipes fédérales à tous niveaux.

Ce congrès ouvre donc des possibles pour que la FSU fasse encore mieux et plus de fédéral, afin de se renforcer pour les luttes à mener, avec des victoires à la clef. ■



## EXTRÊME DROITE : NOMMER ET COMBATTRE

**L**e zoom extrême-droite a basculé du thème 3 au thème 4 des textes de congrès. Ce changement n'est pas si anodin qu'il pourrait l'être. Il montre une volonté de mettre cette question au cœur de l'appareil syndical et de l'intégrer dans ses réflexions, ce qui est positif. Mais cela ne doit pas minorer l'apport de l'ensemble des luttes émancipatrices qu'elles soient féministes, contre toutes les formes de racisme, notamment l'islamophobie, et l'antisémitisme ou encore pour la défense des libertés.

« Le racisme compte politiquement parce qu'il compte socialement » écrit Félicien Faury qui explique aussi que « La xénophobie et l'islamophobie soudent l'ensemble de l'électorat du RN ». Cette analyse, confirmée par d'autres chercheuses et chercheurs, de la nature transclasse d'un RN structuré, comme le reste de la société, par un racisme systémique est le premier facteur de la progression électorale de l'extrême-droite car les dynamiques racistes ne parcourent pas les sociétés, elles les structurent. Cela devrait être dit et intégré explicitement à notre réflexion pour combattre avec efficacité l'extrême droite.

La nécessaire réponse unitaire ne pourra en outre pas se faire sans les premiers et premières concerné·es par les discriminations. Il est nécessaire à notre niveau de porter une attention toute particulière aux agent·es, bien sûr, mais aussi aux usager·es de la Fonction publique. Il est tout aussi indispensable que le travail d'éducation populaire se construise avec les victimes de discrimination, en acceptant de se décentrer. Pour cela, la FSU devra poursuivre son travail unitaire avec toutes les composantes, en tenant compte des expériences et des points de vue de celles et ceux qui luttent contre le racisme, les discriminations, l'extrême droite et ses idées, en utilisant le vocabulaire qui les anime. Car nommer c'est déjà combattre. ■

➡ Un site : <https://www.ecoleemancipee.org/>

➡ Un mail de contact : [contacts@ecoleemancipee.org](mailto:contacts@ecoleemancipee.org)